

Grille d'analyse du projet de PCAET de la Communauté de Communes de la Houve et du Pays Boulageois (CCHPB)

Cette **grille** s'applique à un projet de PCAET déposé par une collectivité pour production de l'avis des autorités régionales en région Grand-Est. Elle s'applique à tout nouveau PCAET, à l'exclusion des rapports intermédiaires.

Référentiel

La grille est basée sur les exigences réglementaires du code de l'environnement :

- [code de l'environnement article L229-26](#),
- [code de l'environnement articles R229-51 et suivants](#),
- [arrêté du 04/08/2016](#),
- [circulaire du 6 janvier 2017](#).

Elle tient également compte des **enjeux régionaux** identifiés par la Région et la DREAL et transmis aux collectivités dans le cadre des informations utiles.

Cet avis fait référence à la délibération du conseil communautaire d'approbation du PCAET en date du 17/02/2022 et s'applique aux documents chargés sur la plateforme www.territoires-climat.ademe.fr/ le 08/03/2022 à savoir :

- TOME1_DIAGNOSTIC_AGRICULTURE – AGURAM – 23 pages ;
- TOME1_DIAGNOSTIC_AIR-ENERGIE_CLIMAT – AGURAM – 22 pages ;
- TOME1_DIAGNOSTIC_PATRIMOINE – AGURAM – 57 pages ;
- TOME1_DIAGNOSTIC_PAYSAGE – AGURAM – 74 pages ;
- TOME1_DIAGNOSTIC_RESSOURCES – AGURAM – 16 pages ;
- TOME1_DIAGNOSTIC_RISQUES&NUISANCES – AGURAM – 39 pages ;
- TOME1_DIAGNOSTIC_TVB – AGURAM – 71 pages ;
- TOME2_Stratégie 2030 – AGURAM – octobre 2021 – 38 pages ;
- TOME3_Programme d'actions – AGURAM CCHPB – 88 pages ;
- TOME4_EES – EVEN Conseil – Février 2022 – 115 pages ;
- TOME5_Résumé non technique EVEN Conseil – Février 2022 – 52 pages.

En cas de difficulté, ou pour toute question ou suggestion :
pcaet.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Diagnostic

N°	Critère	Référentiel	Analyse de l'évaluateur
A01	Le diagnostic couvre-t-il tous les domaines ? Les sources des données sont-elles précisées ? Les potentiels de progrès sont-ils analysés ?	<p>selon CE R229-51 et suivants sauf indication contraire*</p> <p>1° Émissions territoriales de GES et polluants atmosphériques : estimation et analyse des possibilités de réduction par secteur*</p> <p>2° Séquestration nette CO2 : estimation et potentiels de développement (sols agricoles et forêt, changement d'affectation des terres, production et d'utilisation de la biomasse à usages autres qu'alimentaires, notamment matériaux et énergétiques)</p> <p>3° Consommation énergétique finale du territoire : analyse et potentiel de réduction par secteur*</p> <p>4° Réseaux de distribution et transport d'électricité, gaz, et de chaleur : Présentation, enjeux de la distribution pour les territoires desservis, analyse des options de développement</p> <p>5° Energies renouvelables : état de la production et estimation du potentiel de développement par filière de production :</p> <ul style="list-style-type: none"> - électricité (éolien, solaire, hydraulique, biomasse solide, biogaz, géothermie, ...) - chaleur, (biomasse solide, PAC, géothermie, solaire, biogaz) - biométhane, et de biocarburants - énergie de récupération et stockage énergétique 	<p>Oui globalement</p> <p>Le diagnostic couvre l'ensemble des domaines réglementaires et va même au-delà sur certains sujets.</p> <p>Des rapports spécifiques sur l'agriculture et les ressources (eau, déchets), patrimoine, paysage, risques et nuisances, TVB permettent une vision détaillée et transversale des enjeux du territoire. Ces derniers volets sont d'habitudes plus traités dans des documents d'urbanisme. Cette approche globale et pertinente montre l'intérêt d'avoir engagé de façon parallèle les démarches PLUI et revitalisation centre bourg. Elle permet notamment de bien aborder de façon complémentaire les problématiques climat-air-énergie et les volets atténuation et adaptation.</p> <p>4° les réseaux de distribution et de transport d'énergie ne sont pas traités. Un enjeu identifié dans le diagnostic est de faire évoluer la desserte</p>

		<p>6° Vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique : Analyse contenant * :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evolutions à climat « passé » et « futur » (aléas) : températures, humidité sols, événements extrêmes, espèces invasives... <p>https://interactive.afp.com/features/Demain-quel-climat-sur-le-pas-de-ma-porte_621/ http://www.meteofrance.fr/climat-passe-et-futur/climathd http://www.drias-climat.fr/</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impacts potentiels et capacités d'adaptation des systèmes humains (santé, réseaux d'énergie, activités sociales, économie ...) et naturels (biodiversité, espaces naturels...) <p>*Indications de la communauté de travail régionale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - points 1° et 3° : potentiels à définir pour les principaux secteurs d'activité afin de faciliter la définition des objectifs. Les méthodes utilisées sont précisées. - points 1°, 3°, 5° et pour partie des 2° et 6° : utiliser les données fournies par l'observatoire climat air énergie régional - point 6° : précisions sur contenus de l'analyse et sources 	<p>des réseaux d'électricité et de gaz pour permettre le raccordement de projets ENR.</p> <p>5° L'état de la production figure au diagnostic. En 2017, la production, entièrement ENR, s'élève à 198 GWh (éolien 72 %, bois-énergie 16 %, PAC 7 %, biogaz 4 %, solaire 2%).</p> <p>Les sources des données ne sont pas toujours précisées, mais la plupart proviennent de l'observatoire CAE et d'ATMO Grand Est (millésime 2018 pour les EnR). Les potentiels de progrès ne sont pas tous analysés (sont traités les émissions de GES, les consommations d'énergie et les EnR).</p> <p>Concernant le potentiel de développement des ENR de récupération, la valorisation des déchets est identifiée, en vue d'un emploi dans les chaufferies biomasses, pour l'alimentation de réseaux de chaleur, la méthanisation agricole, les carburants alternatifs. Mais il n'y a pas d'autres potentiels identifiés. Le territoire est rural, avec pas ou peu de potentiel de récupération.</p>
A02	Le diagnostic permet-il d'orienter la stratégie ?	<p>*Indications de la communauté de travail régionale :</p> <p>Pour orienter la stratégie, le diagnostic doit faire ressortir les spécificités du territoire et ses dynamiques d'évolutions passées ou futures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Données de contexte : chiffres clés du territoire, exprimés en % du régional (population, superficie, PIB, superficie totale, % forêt etc.) démographie, géographie, ... - Faire « parler » les chiffres : mise en évidence et explication des dynamiques sociales, économiques, démographiques, environnementales (évolutions passées marquantes, projets structurants en cours etc.) - Des éléments visuels et de synthèse facilitent la compréhension des principaux enjeux : cartes, schémas, encadrés de synthèse, panorama des acteurs, analyses AFOM (forces, faiblesses, opportunités, menaces), ... 	<p>Oui</p> <p>Le diagnostic très large donne des indications sur les spécificités du territoire et ses principaux enjeux : « modeste et rural » tout en étant « dynamique » sur la transition énergétique depuis plusieurs années.</p> <p>Des encadrés de synthèse des constats avec des exemples et témoignages facilitent la lecture et l'appropriation par un public plus large.</p>

Stratégie

N°	Critère	Référentiel	Analyse de l'évaluateur
B01	Des objectifs sont-ils déclinés au moins pour les domaines opérationnels listés ? Les objectifs des domaines 1°, 3°, 4° et 7 sont-ils définis aux horizons 2026, 2030 et 2050 ?	<p>Selon CE R229-51II et arrêté du 4 août 2016 article 2</p> <p>1° Réduction des émissions de gaz à effet de serre par secteur d'activité</p> <p>2° Renforcement du stockage de carbone sur le territoire, notamment dans la végétation, les sols et les bâtiments</p> <p>3° Maîtrise de la consommation d'énergie finale par secteur d'activité</p> <p>4° Production et consommation des énergies renouvelables, valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage</p> <p>5° Livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur</p> <p>6° Productions biosourcées à usages autres qu'alimentaires par secteur d'activité</p> <p>7° Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration</p> <p>8° Evolution coordonnée des réseaux énergétiques</p> <p>9° Adaptation au changement climatique</p> <p>Pour les domaines 1°, 3°, 7° les objectifs sont définis horizons 2026, 2030 et 2050 pour les secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - résidentiel, tertiaire, - transport routier, autres transports, - agriculture, déchets, - industrie hors branche énergie, branche énergie <p>Pour le 4° : les objectifs sont définis horizons 2026, 2030 et 2050 pour chaque filière dont le développement est possible sur le territoire.</p> <p>Indications de la communauté de travail : Voir DIRA, guide SRADET pour les PCAET</p>	<p>Oui en partie</p> <p>Des objectifs chiffrés sont bien définis aux horizons 2026, 2030 et 2050 pour les domaines 1, 3 et 4 (émissions de GES, les consommations d'énergie et les EnR).</p> <p>La partie est abordée mais peu détaillée.</p> <p>En revanche, il manque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les objectifs chiffrés aux mêmes horizons pour le 7 : émissions de polluants atmosphériques. - Des objectifs ou un développement plus détaillés pour les domaines 2° (stockage carbone), 6° et 8°. <p>4° Les indications du cadre de dépôt, en annexe du dossier, indiquent le développement attendu des différentes filières. Pas de chiffre pour 2050 (ces chiffres sont facultatifs).</p> <p>En 2030, la consommation énergétique serait de 476 GWh à comparer à une production d'ENR de 517 GWh. Le territoire serait donc à énergie positive dès 2030. C'est ambitieux.</p> <p>Le stockage et les énergies de récupération ne sont pas évoquées (le PCAET évoque néanmoins la nécessité d'électrifier la mobilité).</p> <p>5° Un réseau de chaleur couplé à un méthaniseur est mis en œuvre à Boulay. Pas d'autre projet connu sur le territoire.</p>

B02	La stratégie intègre-t-elle bien les documents de référence ?	<p align="center">selon CE L229-26</p> <p>Le PCAET définit les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le changement climatique, de le combattre efficacement et de s'y adapter en cohérence avec les engagements internationaux de la France.</p> <p>Il doit également :</p> <ul style="list-style-type: none"> Être compatible avec les règles et prendre en compte les objectifs du SRADDET (<i>qui prend en compte la SNBC</i>) <si Scot>, le prendre en compte (circulaire du 6 janvier 2017) ; <si PPA>, être compatible avec les objectifs du PPA et décrire les modalités d'articulation de ses objectifs avec ceux du PPA (CE R229-51II) ; <p>Indications de la communauté de travail : guide SRADDET pour les PCAET</p> <p>Prise en compte : prise de connaissance et une appropriation contextualisée. L'ambition globale et les objectifs peuvent être supérieurs ou inférieurs, mais ils sont justifiés.</p> <p>Compatibilité : obligation de non-contrariété, l'objectif ou la norme ne doit pas empêcher la réalisation de la norme supérieure.</p>	<p>Oui</p> <p>La stratégie se décline en 6 axes qui contribue à lutter contre le changement climatique tout en améliorant la qualité de vie des habitants. Elle vise à engager le territoire vers la neutralité carbone d'ici 2050, notamment par la sobriété des usages énergétiques (mobilité, chauffage, consommation) et la transformation de l'économie locale.</p> <p>Les objectifs 2030 et trajectoires 2050 du PCAET sont comparés à ceux de la SNBC et SRADDET.</p> <p>Le rapport de prise en compte est bien respecté, les objectifs sont retenus en fonction des tendances passées et des spécificités du territoire qui sont bien expliquées (notamment pour les transports). Ils sont globalement alignés aux trajectoires régionales ou nationales, sauf pour les transports.</p> <p>Les hypothèses et méthodes d'élaboration des trajectoires gagneraient à être explicitées. En effet, à titre d'exemple, les objectifs de rénovation BBC du PCAET sont inférieurs à ceux du SRADDET pour 2030 (25% VS 40%) mais la trajectoire de réduction de la consommation du secteur résidentiel indiquée pour le PCAET est alignée aux objectifs du SRADDET. Or les autres leviers de sobriété et de substitution sont importants mais pas aussi structurants que ceux de la rénovation.</p> <p>Les objectifs de rénovation du parc résidentiel et tertiaire sont des priorités pour le SRADDET à la fois pour des questions énergétiques (sobriété, efficacité, EnR et indépendance énergétique) et de justice sociale pour lutter contre la précarité énergétique.</p>
B03	La stratégie est-elle cohérente avec le diagnostic ? Les priorités sont-elles explicitées et leurs impacts évalués ?	<p>Selon (CE R229-51II) et les indications de la communauté de travail régionale*</p> <p>La stratégie territoriale fait le lien entre le diagnostic et le programme d'actions*. Elle définit les priorités et les objectifs du territoire en cohérence avec les spécificités et potentiels identifiés dans le diagnostic.</p> <p>La stratégie ne se résume pas aux objectifs chiffrés mais définit un projet territorial à part entière ou le volet Climat-Air-Energie d'une stratégie / projet plus global ou à une autre échelle (cf. B04)*.</p> <p>La stratégie, comme le plan d'actions, dépasse le périmètre du patrimoine et des compétences de la collectivité (dont le BEGES est l'objet) : il implique la mobilisation de l'ensemble des acteurs publics, privés et citoyens du territoire.</p> <p>La stratégie évalue également les conséquences en matière socio-économique, prenant notamment en compte le coût de l'action et de l'inaction. Ce volet est particulièrement important pour sensibiliser les différents acteurs et traduire concrètement l'intérêt collectif et individuel à agir.</p> <p>Indications de la communauté de travail régionale : Voir DIRA, guide SRADDET, Observatoire CAE (fiches « facture énergétique du territoire » et « précarité énergétique »)</p>	<p>Oui</p> <p>La stratégie explicite le projet de territoire et les engagements des différents acteurs (p5 à 9) : élus, partenaires et citoyens.</p> <p>Ce projet est résumé par le sous-titre « un territoire engagé, un projet durable, une ambition citoyenne ».</p> <p>Elle fait le lien avec le diagnostic et les leviers d'actions. Elle met en perspective les chiffres à travers un récit et des exemples concrets de traduction des ambitions.</p> <p>Au sujet des ENR, la stratégie d'évolution de la production d'ENR est cohérente avec les potentialités identifiées dans le diagnostic.</p>
B04	La coordination de cette stratégie avec les autres démarches territoriales, et avec les territoires voisins est-elle adaptée ?	<p>Au-delà des documents de référence cités plus-haut, la stratégie du PCAET doit indiquer les articulations avec les autres documents de planification de la collectivité ou d'autres démarches à d'autres échelles.</p> <p>Indications de la communauté de travail régionale Sur le plan méthodologique et dans l'écriture, le PCAET doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préciser les articulations effectives ou celles prévues à l'avenir et qui feront l'objet d'un suivi tout au long de la mise en œuvre du plan - Prévoir des orientations spécifiques à destination des autres démarches de planification du territoire (SCOT, PLUI...) : si possible avec des exemples rédigés « clés en main » pour faciliter leur intégration et suivi - Expliquer comment le PCAET interagit avec les stratégies et projets menés à une échelle territoriale plus large sur des domaines communs (mobilité, habitat et cadre de vie, économie etc.) : Territoire de projet, PTRTE, coopération interrégionale ou transfrontalière ... 	<p>Oui</p> <p>L'élaboration du PCAET est articulée avec le futur PLUi et avec l'étude de revitalisation du centre-bourg de Boulay-Moselle. Toutefois, des liens avec le SCOTAM pourraient être développés.</p>

Programme d'actions

Dans le cas d'un diagnostic commun à plusieurs EPCI, lesquels déclinerait des plans d'actions spécifiques, cette partie traite de l'ensemble des plans d'actions.

N°	Critère	Référentiel	Analyse de l'évaluateur
C01	Le programme d'actions couvre-t-il notamment les thématiques suivantes ?	<p>Selon CE L229-26II. 2°</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. améliorer l'efficacité énergétique 2. développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur 3. augmenter la production d'énergie renouvelable 4. valoriser le potentiel en énergie de récupération (dont les centres de données) 5. développer le stockage et optimiser la distribution d'énergie 6. développer les territoires à énergie positive 7. réduire l'empreinte environnementale du numérique 8. favoriser la biodiversité pour adapter le territoire au changement climatique 9. limiter les émissions de gaz à effet de serre 10. anticiper les impacts du changement climatique 	<p>Oui globalement</p> <p>La stratégie est assez complète dans la couverture des domaines et secteurs concernés par les enjeux climat-air-énergie.</p> <p>Les actions sont réparties entre 7 thématiques.</p> <p>3° Plusieurs actions traitent de cette thématique pour le biogaz, le PV et l'éolien (développer l'agrivoltaïsme sur toiture, développer la méthanisation, optimiser la gestion des déchets / modifier la filière d'élimination des boues, aménager une station GNV (en lien avec la méthanisation), développer les énergies éoliennes et solaire de manière raisonnée et intégrées dans leur environnement / développer les projets de repowering éolien intégré au paysage / encourager un développement concerté et citoyen des projets de production d'ENR).</p> <p>Il manque en revanche :</p> <p>2° Le développement coordonné des réseaux de distribution d'énergie n'est pas traité.</p> <p>5° Le stockage et l'optimisation de la distribution d'énergie ne sont pas traités.</p>
C02	Le programme d'actions est-il réaliste et cohérent avec le diagnostic et la stratégie territoriale, (cf B03) ?	<p>Selon CE R229-51III</p> <p>Le plan d'action permet-il de répondre au niveau d'ambition défini à travers les objectifs stratégiques et opérationnels ? Les actions sont-elles portées par les acteurs les plus pertinents ?</p> <p>Concernant le réalisme du plan d'action, les actions sont-elles adaptées à la capacité technique et financière de leurs porteurs ?</p>	<p>Oui</p> <p>Le programme d'action est cohérent avec le diagnostic, équilibré et adapté au territoire.</p> <p>Concernant la production d'ENR, le plan d'actions est cohérent avec le diagnostic et la stratégie territoriale.</p>
C03	Le programme intègre-t-il des actions portées par des acteurs socio-économiques ? Des projets fédérateurs sont-ils identifiés ?	<p>selon CE R229-51III</p> <p>Le programme d'actions définit des actions à mettre en œuvre par les collectivités territoriales concernées et l'ensemble des acteurs socio-économiques, y compris les actions de communication, de sensibilisation et d'animation en direction des différents publics et acteurs concernés.</p> <p>Pour les principales actions : il précise les moyens, les publics concernés, les partenariats souhaités et les résultats attendus.</p>	<p>Oui à préciser</p> <p>De nombreux acteurs sont associées aux actions ils sont parfois pilotes ou copilotes, leurs rôles mériteraient parfois d'être précisés.</p> <p>Les actions les plus structurantes des secteurs prioritaires (résidentiel, mobilité) sont dotées d'objectifs, de calendrier et d'un budget précis.</p>
C04	Le programme d'actions tient-il compte des orientations générales concernant les réseaux d'énergie arrêtées dans les documents d'urbanisme?	<p>Selon CE L229-26II. 2°</p> <p>Le programme d'actions relatif aux réseaux d'énergie fait référence au projet d'aménagement et de développement durables (PADD) prévu à l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme ;</p>	<p>A développer</p> <p>Cette partie n'est pas traitée.</p> <p>Des liens avec le SCOTAM ou la Métropole de Metz pourraient être développés, en lien avec le futur PLUI.</p>
C05	Les compétences spécifiques du porteur ont-elles fait l'objet des développements réglementaires nécessaires ?	<p>Selon CE L229-26II. 2° et CE R229-51III.</p> <p>Obligatoire pour tous les PCAET : Un volet spécifique à la maîtrise de la consommation énergétique de l'éclairage public et de ses nuisances lumineuses dans le programme d'actions des PCAET.</p> <p>Les EPCI exerçant les compétences en matière d'aménagement, de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, peuvent:</p> <p>Selon l'article L2224-37 du CGCT créer et entretenir des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ou de navires à quai, ainsi que des points de ravitaillement en gaz ou en hydrogène et élaborer un schéma directeur de développement des infrastructures de recharge ouvertes au public pour les véhicules électriques (IRVE) et les véhicules hybrides rechargeables dans le cadre prévu à l'article L. 353-5 du code de l'énergie.</p> <p>Selon l'article L2224-38 du CGCT</p>	<p>Oui</p> <p>Une action concernant l'éclairage public est présente dans le PCAET</p>

		le programme d'actions comprend la réalisation d'un schéma directeur de réseau de chaleur ou de froid à partir d'EnR & R. selon CE R229-51 III.	
C06	Le volet Air est-il articulé avec le PPA (en cas d'intersection avec une zone PPA)?	<p>si intersection avec une zone PPA, le PCAET définit le programme des actions permettant, au regard des normes, de prévenir ou de réduire les émissions de polluants atmosphériques (en cohérence avec ses objectifs compatibles et articulés avec ceux du PPA cf. B02)</p> <p>Un traitement est attendu sur l'ensemble de ces points, à court terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sortir de la motorisation thermique, en commençant par le diesel ; • supprimer les foyers ouverts et renouveler les foyers fermés anciens (<=2002) ; • réduire l'exposition des populations sensibles (établissement de soins et d'accueil d'enfants), comme règles des documents de planification ; • réduire les émissions d'ammoniac de l'agriculture ? 	Non concerné
C07	Le volet Air tient-il compte de l'évolution réglementaire ?	<p>Selon CE L229-26II.3°</p> <p>Pour les EPCI de plus de 100 000 habitants et EPCI de plus de 20 000 habitants en zone Plan de protection de l'atmosphère (PPA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan d'action air (renvoi ou extraction du volet air) doit permettre d'atteindre les objectifs du Plan de réduction des émissions de polluants et faire atmosphérique (PREPA), et faire l'objet d'une évaluation biennale ; • une étude d'opportunité ZFE-m doit être réalisée. <p>Selon l'Article L2213-4-1 des CGCT modifié par la Loi Climat & résilience du 22/08/2021 - art. 119 (V)</p> <p>L'instauration d'une zone à faibles émissions mobilité est obligatoire avant le 31 décembre 2024 dans toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants situées sur le territoire métropolitain.</p>	Non concerné

Contribution aux enjeux régionaux (hors analyse décret PCAET)

N°	Critère	Référentiel	Analyse de l'évaluateur
D01	Le transport routier , dépendant de l'énergie carbonée, fait-il l'objet d'une réponse adaptée ?	<p>Déduction faite des quotas CO2 imposés à l'industrie, le transport routier est devenu entre 2005 et 2014 le premier poste émissif en GES en Grand-Est :</p> <ul style="list-style-type: none"> • promouvoir la compacité urbaine, réduire les déplacements (télétravail) ; • promouvoir la mobilité active non carbonée (marche, vélo,...) ; • développer des transports collectifs et la mobilité servicielle (covoiturage, PDU-PDIE, ...), le report modal pour le fret (fer, fluvial) ; • promouvoir des véhicules électriques, hydrogène, bioGNV (bornes de recharge). 	<p>Oui</p> <p>le transport est bien traité comme secteur prioritaire et fait l'objet des développements attendus et d'autres plus volontaristes (covoiturage).</p>
D02	La stratégie à long terme tient-elle compte du changement climatique ?	<p>En Grand-Est, le changement climatique, moins visible qu'en littoral ou haute montagne, est pourtant bien présent : son impact concerne plus particulièrement la ressource en eau (en quantité et qualité), montagne (économie), les vallées et leurs fleuves (inondations, énergie), les villes (place de la nature, chaleur), les espaces ruraux (agriculture, ressource en eau), avec des impacts environnementaux (biodiversité), économiques et sanitaires.</p> <p>Le PNACC2 incite à partager la connaissance, à anticiper les risques, à mieux s'appuyer sur les services offerts par la nature. Cette stratégie doit être cohérente avec la maîtrise de l'étalement urbain qui a un lien direct sur la séquestration carbone.</p> <p>Le SRADDET prévoir également plusieurs règles pour favoriser la prise en compte des enjeux d'adaptation dans toutes les politiques publiques et projets (de façon croisée avec l'atténuation, règle 1 ; pour favoriser la nature en ville, , limiter l'artificialisation des sols, etc.)</p>	<p>Oui globalement</p> <p>L'adaptation au changement climatique est bien traitée dans la partie vulnérabilité du diagnostic et dans le plan d'action dans l'axe 1 et dans le volet aménagement.</p> <p>Les actions sont structurantes, traitent des vulnérabilités du territoire avec une approche transversale des problématiques environnement, santé, cadre de vie, économie : agriculture / forêt, ressources naturelles/eau, urbanisme.</p>

D03	Le volet air , est-il traité de manière adaptée et intégrée ?	<p>Le « volet air » doit être traité de manière intégrée aux enjeux climat et énergie du plan.</p> <p>Les enjeux de réduction des émissions et de concentrations de polluants atmosphériques doivent également être abordés de façon transversale à plusieurs secteurs d'activités : résidentiel et EnR, mobilités, agriculture, industrie, urbanisme etc.</p> <p>Rappel : tous les PCAET, doivent prendre en compte les objectifs et être compatibles avec les règles du SRADDET en lien avec la qualité de l'air intérieur et extérieur : notamment objectif 15, règle 6.</p> <p>Exemples d'actions pour un développement adapté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sortir de la motorisation thermique, en commençant par le diesel ; • supprimer les foyers ouverts et renouveler les foyers fermés anciens (<=2002) ; • réduire l'exposition des populations sensibles (établissement de soins et d'accueil d'enfants), comme règles des documents de planification ; • réduire les émissions d'ammoniac de l'agriculture • sensibiliser aux enjeux de la qualité de l'air intérieur 	<p>Oui, de manière directe et indirecte</p> <p>La qualité de l'air est en effet traitée à travers les secteurs des transports et de l'agriculture. Les orientations et actions contribuent à la réduction des émissions de polluants atmosphériques. Les objectifs en la matière devront être définis dès que possible, lors de la prochaine évaluation à mi-parcours.</p>
D04	Le bâti fait-il l'objet d'une réponse adaptée au territoire ?	<p>Le bâti (secteurs résidentiel et tertiaire) est un grand consommateur d'énergie et facteur de précarité, l. Il est la priorité de la stratégie régionale et du SRADDET qui reprend l'objectif de la loi TECV de rénover 100% des bâtiments à niveau BBC à 2050.</p> <p>Exemples d'actions pour un développement adapté : évaluer l'état énergétique du bâti et agir pour sa rénovation performante ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer la précarité énergétique et aider la rénovation de l'habitat correspondant ; • promouvoir la qualité environnementale du bâti : usage du bois et des matériaux bio-sourcés, qualité de l'air intérieur... • déployer des leviers favorables à la sobriété énergétique du parc tertiaire ; • encourager la transition énergétique sur le neuf, notamment sur les projets sous maîtrise d'ouvrage publique ou aidés (labels énergétiques, recours aux matériaux « puits de carbone ») ; • intégrer un volet énergétique dans le PLH ; 	<p>Oui</p> <p>La thématique est bien traitée dans le plan d'action comme axe structurant et prioritaire (avec des enjeux environnementaux et socio-économiques). Le diagnostic énergétique initial du parc mériterait toutefois d'être approfondi (s'inspirer de la démarche rénov'act Grand Est) et les enjeux bâtiment « bas carbone » avec la promotion de l'usage des matériaux biosourcés pourraient être davantage mis en exergue.</p> <p>En revanche, les modes de financements mériteraient plus de précision.</p> <p>La fiche B.1.3 et B1.4 pourrait davantage valoriser la Région et l'Ademe à travers le programme Climaxion dans les contributeurs (l'ANAH n'étant pas concerné dans cette fiche) et dans la part du financement (Climaxion et programme CEE SARE : 48,6 k€ sur les 90 k€ totaux). Elle pourrait également reprendre les objectifs prévus dans la convention.</p> <p>La fiche B.1.1 et B1.2 : pourrait préciser les objectifs et le budget total fixés par la communauté de communes et les complémentarités avec les aides de l'ANAH : tel qu'indiqué on comprend que le budget annuel serait de l'ordre de 150 000 k€ (300 logements/ an x 500 €).</p> <p>A vérifier : les gains attendus par la rénovation (1 tCO2 / logement ?) idem pour fiche B2.</p>
D05	L' industrie , grande consommatrice d'énergie et de polluants atmosphériques à l'échelle régionale, est-elle présente sur le territoire et fait-elle l'objet d'une réponse adaptée?	<p>L'industrie est également un des principaux secteurs d'émissions de GES et de consommation d'énergie, spécificité de la région Grand Est. Les industries historiques de la région ont subi plusieurs crises majeures au cours des dernières décennies et doivent faire face à d'importantes mutations pour rester compétitives tout en réduisant leurs impacts négatifs sur l'environnement. La transition énergétique et le développement de l'économie circulaire sont des leviers d'économie et d'innovation permettant de préserver le profil industriel de la région :</p> <ul style="list-style-type: none"> • concilier efficacité énergétique des procédés, économie de ressources et compétitivité économique : décarbonation et économie circulaire (écoconception...) • valoriser le potentiel de chaleur fatale du secteur (le Grand Est a le plus grand potentiel en France) en développant des démarches d'écologie industrielle et territoriale. 	<p>Oui en partie</p> <p>L'industrie n'est pas un des principaux enjeux pour le territoire mais des entreprises présentes sur le territoire sont identifiées. Les actions les concernant sont surtout sur l'efficacité des bâtiments et les EnR.</p> <p>Le territoire n'identifie pas de potentiel de récupération de chaleur fatale.</p>
D06	Comment le territoire contribue-t-il au développement des EnR&R ?	<p>SRADDET : Développer un mix énergétique équilibré tenant compte du potentiel d'EnR local et respectueux des ressources naturelles, de la biodiversité et des paysages emblématiques. Promouvoir et développer des projets participatifs et citoyens afin d'améliorer l'appropriation des enjeux locaux de l'énergie et l'ancrage local des projets. Développer les réseaux de chaleur et de froid renouvelables ou de récupération</p>	<p>Oui</p> <p>Le développement du mix énergétique envisagé tient compte des potentialités et des besoins du territoire. L'engagement citoyen est traité dans l'action U3.2 qui vise à encourager un développement concerté et citoyen des projets de production d'ENR. L'action U4 vise à réglementer et orienter les projets, notamment de production d'ENR, dans le PLUi en cours</p>

			<p>d'élaboration.</p> <p>Pour aller plus loin : La filière stockage et l'évolution coordonnée des réseaux de distribution énergétiques ne sont pas traitées. Aucun besoin de réseaux de chaleur ou de froid renouvelables n'est identifié, pas plus que de projet de récupération de chaleur fatale.</p>
--	--	--	---

Méthode d'élaboration et d'évaluation

N°	Critère	Référentiel	Analyse de l'évaluateur
E01	Le plan a-t-il été élaboré et concerté conformément aux engagements pris dans le courrier de lancement ?	<p>Selon CE R229-53 selon le courrier de lancement (cf outil de CR) Le PCAET a-t-il été un moyen de mobiliser les différents acteurs du territoire (habitants, sphères éco, socio, associative...) ? La gouvernance mise en place dans la phase élaboration est-elle présentée ?</p>	<p>Oui</p> <p>De nombreux partenaires ont été associés au cours de l'élaboration du PCAET (chambres consulaires, ONF, ADEME, écoles, services de l'état, syndicats des eaux, ALEC, CALM, énergéticiens etc.).</p>
	Le plan a-t-il été élaboré de façon participative ?	La participation du public est-elle allée au delà des obligations réglementaires ?	
E02	Un dispositif d'évaluation permet-il le pilotage visant la réalisation des actions ?	<p>Selon CE R229-51IV Comités de pilotage, présence d'indicateurs en vue du rapport intermédiaire ? Comment le suivi du plan d'action va-t-il être assuré ? Ce suivi est-il opérationnel et programmé ? La gouvernance mise en place dans la phase de mise en œuvre et de suivi est-elle présentée ?</p>	<p>Oui</p> <p>COTECH associant les mêmes partenaires que l'élaboration.</p>
E03	Lorsque l'EPCI comporte plus de 50000 habitants, le PCAET vaut-il bilan d'émission de gaz à effet de serre ?	<p>selon CE L229-25, R229-46 et suivants</p> <p>Le PCAET contient-il les attendus du bilan GES, càd :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'inventaire des émissions de GES patrimoine et compétences de l'EPCI sur une année d'exercice récente, un plan d'action pour les 3 années qui suivent l'inventaire ; le chiffrage des réductions d'émissions attendues par la mise en œuvre du plan d'action ; la structuration de ces éléments dans une rubrique « collectivité exemplaire » du PCAET, pour que leur publication gagne en lisibilité. <p>Coordonner l'analyse faite avec la Dreal / L. Dupont-roc</p>	<p>Sans objet, l'unique EPCI de ce PCAET n'est pas obligé</p> <p>Le bilan GES propose à toute personne morale, pour son activité opérationnelle, de chiffrer ses émissions sur une année d'exercice comptable récente (n-1), de dresser un plan d'action en réduction pour les 3 ans qui suivent, de chiffrer les réductions d'émissions attendues de ce plan d'action. Cette démarche permet de mettre en avant, lors des concertations publiques du PCAET, comment la collectivité intègre à son fonctionnement (patrimoine et compétences gérés) la problématique climatique.</p> <p>Non obligée, la collectivité peut publier un bilan GES volontaire sur http://bilans-ges.ademe.fr. Pour toute précision, contacter bas-carbone.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr ou le 0763866152.</p>

Fin